



27th septembre 2023

Notes techniques et politiques sur le financement climatique

Cette étude analyse les lacunes du financement climatique dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine, région très exposée aux impacts climatiques, et présente les implications politiques.

Éditeur SPARC

Par { "@context": "https://schema.org", "author": { "@context": "https://schema.org", "@type": "Person", "name": "Abdrahmane Wane", "url": "https://www.sparc-knowledge.org/about-us/contributors/authors/abdrahmane-wane" } }
[Abdrahmane Wane](https://www.sparc-knowledge.org/about-us/contributors/authors/abdrahmane-wane) { "@context": "https://schema.org", "author": { "@context": "https://schema.org", "@type": "Person", "name": "Maguette Kaïre", "url": "https://www.sparc-knowledge.org/about-us/contributors/authors/maguette-kaire" } }
[Maguette Kaïre](https://www.sparc-knowledge.org/about-us/contributors/authors/maguette-kaire)
[Travailler dans un climat changeant](#) Afrique

Les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) - Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo - restent parmi les nations les plus exposées aux effets du changement climatique. Ces pays sont également parmi les plus faibles émetteurs de CO₂ au niveau mondial. Des investissements importants dans les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique sont nécessaires pour surmonter cette inégalité structurelle et pour équilibrer les financements requis par les pays de l'UEMOA avec les volumes disponibles et accessibles.

En s'appuyant sur les stratégies des bailleurs de fonds qui tendent à être étroitement liées à la vulnérabilité au changement climatique et à la fragilité des États, ce rapport, accompagné d'une synthèse, a procédé à une analyse différenciée des questions de financement climatique en se concentrant sur trois niveaux : l'ensemble de la région de l'UEMOA, les pays côtiers et les pays sahéliens de l'UEMOA.

Le rapport a traité les données disponibles sur le financement climatique dans les bases de données nationales, régionales et internationales. Il en ressort que :

- Les pays de l'UEMOA couvrent des territoires parmi les plus exposés au réchauffement climatique, tout en ne contribuant qu'à hauteur de 0,54% aux émissions mondiales ;
- Les besoins en financement climatique de l'UEMOA s'élèvent à 7,9 milliards de dollars par an, soit 35,5 % des besoins de l'Afrique de l'Ouest et 3,2 % de ceux de l'ensemble du continent ;
- Les flux de financement climatique vers la région de l'UEMOA s'élevaient à seulement 3,5 milliards de dollars en 2020, ce qui laisse un large fossé à combler ;
- Pour combler les lacunes en matière de financement climatique, les pays de l'UEMOA doivent parvenir à une compréhension commune de ce qui constitue un soutien adéquat ;
- Ils doivent également renforcer leurs cadres institutionnels et politiques en matière de financement climatique, accroître la mobilisation des ressources nationales, améliorer

l'accès au financement climatique international et mettre en œuvre des investissements climatiques susceptibles d'être financés ;

- Ils doivent explorer des solutions de marché innovantes telles que les conversions de dettes en investissements écologiques ou l'allègement de la dette pour le financement du climat afin de stimuler les investissements du secteur privé et le financement concessionnel.

L'analyse a permis de formuler une série de recommandations :

- Il est crucial d'avoir une compréhension commune du financement climatique adéquat en raison de la diversité des parties prenantes, des communautés de financement du développement, des pays bénéficiaires, des visions, des stratégies, des priorités et des agendas de développement, ainsi que des outils et des instruments financiers ;
- Développer une méthode standard pour mesurer le montant et la distribution des besoins de financement climatique dans la région de l'UEMOA ;
- Pour des raisons de sécurité alimentaire et nutritionnelle et leurs corollaires - santé, récession économique et inégalités croissantes - l'agriculture, la foresterie et les autres utilisations des terres (AFAUT) les plus vulnérables au changement climatique devraient être la principale priorité du financement climatique dans la région ;
- Identifier, développer et soutenir des idées transformatrices de financement durable pour contrer la surreprésentation du financement du secteur public dans la région de l'UEMOA et ;
- Intégrer le changement climatique dans les politiques et budgets nationaux.

Cet article est en cours de révision et a été retiré du site web de SPARC. Pour plus d'informations, veuillez contacter communications@sparc-knowledge.org.

Source URL:

<https://www.sparc-knowledge.org/publications-resources/notes-techniques-et-politiques-sur-le-financement-climatique>